

Le gang Serena : origine et production d'une contre-société de la rue à Nairobi (1)

NAIROBI, avec environ deux millions et demi d'habitants, et un taux de croissance entre 5 % et 6 %, est peuplée par une grande majorité de citoyens pauvres. Environ 60 % de la population vit dans des conditions de précarité extrêmes, entassés dans les grands bidonvilles, principalement à Mathare Valley.

C'est à Mathare Valley que l'on peut le mieux remarquer les conditions de précarité et le désintérêt de l'État ; il s'agit d'un bidonville sans services de distribution d'eau, ni d'électricité ; l'essentiel de ses habitants a un statut de squatters ; la majorité des enfants n'a pas accès à l'école. Les habitants du bidonville s'efforcent de survivre par des activités qui vont de l'informel à l'illégal ; ils travaillent, par exemple, dans les secteurs de la vente au détail des légumes ou de la fabrication des produits du *jua kali* (secteur informel), ce qui leur donne une certaine légitimité aux yeux des autorités. Ils survivent aussi grâce à des activités illégales telles que la fabrication de la *chang'aa* (sorte de gin local). La recherche de la survie économique et sociale ne se fait pas par la création d'associations mais, de façon individuelle, avec l'« aide » des ONG et des églises. Par ailleurs, les familles monoparentales, dont la femme est le chef de famille, sont prépondérantes : l'institution du mariage a presque disparu dans cette société du bidonville.

Près de 60 % des enfants de la rue de Nairobi viennent de ce bidonville ; ils sont apparus dans les années 1970 et se sont fait remarquer essentiellement à partir de 1982, suite au coup d'État manqué, quand les habitants du bidonville ont envahi et saccagé le centre-ville. Leur nombre s'est accru après les années 1985-1986 du fait de la grande famine, qui a frappé le Kenya, et des programmes d'ajustement structurel qui ont accru la misère des plus pauvres.

Depuis lors, leur nombre n'a cessé de croître dans les bidonvilles, dans les quartiers populaires et dans les rues du centre-ville. Il s'agit d'enfants nés dans la misère, qui ont fait leurs premiers pas dans la rue, et qui plus tard quittent le foyer familial, ou en sont expulsés en raison de la misère de la mère ou des parents, sans avoir d'autre alternative que la rue. L'entrée dans la vie de la rue se fait ainsi généralement quand l'enfant atteint l'âge de 6 ou 7 ans ; à ce moment-là, les rapports avec la famille prennent fin et ils découvrent les procédures d'exclusion mises en place par la société civile.

Dans une situation de misère et d'abandon, ces acteurs sociaux exclus développent des stratégies de survie, autonomes, qui les obligent à s'éloigner encore plus de la société « formelle ». Quelles sont ces activités ? Quelle est la place de la rue dans la vie et dans la survie de ces jeunes ? De quelle façon ces groupes s'intègrent-ils au reste de la communauté ? Quelles sont les conditions qui mènent ce groupe social à s'intégrer à la violence ? Quel est leur devenir effectif ? Ce sont certaines des questions auxquelles nous essaierons de répondre, et pour ce faire nous utiliserons les témoignages reçus, dans la rue, par les acteurs sociaux.

Le quotidien de la vie dans la rue

Pour l'enfant, vivre dans la rue, cela signifie être obligé de se « débrouiller » tout seul pour trouver un endroit pour dormir, se nourrir, s'habiller, se soigner et se défendre. Les enfants dorment près des lieux de ramassage d'ordures, dans des lotissements abandonnés, dans des parkings, à l'entrée des magasins. Ils se couchent sur l'asphalte des trottoirs ou tout simplement par terre, enveloppés dans des morceaux de papier ou de plastique qu'ils enroulent autour de leur corps. Ils dorment les uns collés aux autres car ils ont besoin de se protéger du froid, des agressions des passants et, d'après les témoignages, des viols dont ils peuvent être victimes s'ils se retrouvent face à des déséquilibrés ou même à certains membres de la police. Quand ils résident dans le bidonville, ils cherchent à s'introduire dans les maisons où sont organisées des veillées de morts ; là, ils sont à l'abri et reçoivent quelque chose à manger. Quand les gangs sont bien structurés, tel le gang Serena, ils bénéficient d'endroits fixes pour dormir. Ce sont des sortes de « villages »

(1) Cette étude n'aurait pas pu être menée à bien sans la collaboration des membres du gang Serena et, spécialement, de Kamwana leur grand leader. Nous remercions nos assistants de recherche kényans, Calvin Mbugua et Patrick Ogutu ; sans leur

aide et leur encadrement « sécuritaire », nous n'aurions jamais réussi à rencontrer les acteurs sociaux de cette étude. Nous remercions également l'Institut français de recherche en Afrique, IFRA-Nairobi, qui a financé le travail sur le terrain.

construits avec des cartons où ils partagent chaque « maison » avec leurs camarades ou avec leur « épouse » ; ceux qui ne rejoignent pas le village durant la nuit dorment sur les trottoirs, par exemple près de la gare ferroviaire ou de la gare routière.

La recherche de nourriture se fait dès le petit matin dans les poubelles. C'est aussi le moment où ils commencent à mendier, le long des principaux axes de communication, pour avoir de quoi acheter une tasse de thé chaud ou du lait et un morceau de pain ; pour la majorité des enfants, ce sera le seul repas chaud de la journée. Ils ne font que deux repas par jour ; le deuxième c'est de l'*ugali* (farine de maïs cuite) et du *sukuma wiki* (sorte de choux, traduit littéralement, « passer la semaine »). Certains gangs, comme le gang Serena, se réunissent à l'heure de midi pour manger ensemble et partager la nourriture trouvée avec ceux qui n'ont rien.

Ces enfants sont habillés de façon très précaire ; ils n'ont pas de chaussures et ne comptent que sur les habits qu'ils portent sur eux ; ils n'ont pas de manteaux, ni de pulls.

Telles sont les conditions de vie, faites d'abandon, de misère et de danger, de ces enfants qui vivent dans la rue. Pourtant, cette vie repose sur une organisation sociale bien déterminée. Nous nous emploierons à décrire celle du gang Serena qui fut fondé en 1976 autour de 12 membres fondateurs et qui avaient adopté, à l'époque, le nom de Kyaduma (manioc).

Création d'une contre-société par l'exclusion

Les enfants échoués dans la rue, ne pouvant compter sur l'aide de personne, doivent créer, pour survivre, un espace de vie et une nouvelle sociabilité. Le premier besoin de l'enfant est de rejoindre un gang où il trouve des amis, un environnement social, voire une famille. Le leader du gang étant élu du fait de sa force, de sa bravoure et de sa capacité à affronter la vie de la rue et ses dangers, l'enfant qui demande à être admis, doit lui aussi démontrer sa force, et ce dont il est capable pour lui-même et pour les autres. Il existe plusieurs rites pour être admis dans le gang et c'est le leader qui choisit l'épreuve que chaque enfant doit passer, dans l'une des rues du territoire. Par exemple, le nouveau doit montrer qu'il est fort et il doit se battre avec un membre d'un gang ennemi ; s'il échoue, il n'est pas admis dans le gang. Un autre mode d'intégration est d'offrir des cadeaux ou de l'argent au leader ; selon le montant en argent ou la valeur des présents, il est admis ou rejeté ; il peut du même coup se trouver valorisé et être considéré comme « un dur » puisqu'il a prouvé ses capacités à survivre dans la rue, à voler. Par ailleurs, les garçons âgés de plus de 12 ans qui veulent, en plus du rite imposé, montrer leur bravoure, commettent un viol dans

une rue, à proximité de leur territoire ; certains gangs imposent le viol comme condition d'admission au sein du groupe.

Après l'acceptation au sein du gang, les enfants créent différentes formes de relations sociales. D'abord, on donne à l'enfant un surnom « *en accord avec son tempérament et avec les capacités qu'il a démontrées* ». Le véritable nom de famille n'est plus jamais mentionné. Le nouveau membre est introduit au monde de la rue par un parrain, c'est-à-dire un aîné au sein du gang, un leader intermédiaire qui, du fait de son âge et de son expérience, jouit de l'autorité pour prendre en charge l'« éducation » du nouvel arrivé et pour lui donner en même temps sa protection. Ainsi, on peut observer des groupes de jeunes enfants du gang surveillés de loin par un garçon plus âgé ; c'est le parrain qui encadre son groupe qui comprend parfois les enfants des aînés du gang. Ensuite, après l'initiation à la vie du gang, l'enfant est aussi introduit aux formes autonomes de communication développées dans la rue où on a recréé un nouveau langage dérivé du swahili, le *sheng*.

Le gang est structuré par classes d'âge. Le gang Serena, qui compte 150 membres actifs (plus 50 en prison), fonctionne selon trois niveaux d'âge qui, en reprenant ses termes, correspondent aux « children » entre 6 et 13 ans, aux « juniors » entre 13 et 25 ans et aux « seniors » à partir de 25 ans. Ces classes d'âge déterminent les fonctions et les responsabilités de chaque groupe au sein du gang. Le groupe des « children » travaille au ramassage de papier à revendre pour le recyclage, mendie aux coins des rues, principalement aux feux rouges, vole de la nourriture sur la place du marché, dans les kiosques ou chez les vendeurs du secteur informel. Ce groupe est qualifié par les aînés comme le moins expérimenté, et c'est, de ce fait, le groupe qui doit recevoir le maximum d'attention car les petits sont aussi les plus susceptibles, du fait même de leur inexpérience et de leur âge, de se faire battre par la police ou de se faire lyncher par la justice expéditive (mieux connue à Nairobi sous le nom de *mob justice*). La classe d'âge « junior » est composée des enfants habitués à la rue, des garçons qui ont réussi à y survivre au moins durant 8 ans ; ils ont été à l'école de la classe d'âge « children » et ils sont maintenant responsables d'autres activités plus « délicates », voire plus dangereuses ; ils participent le matin au secteur informel car ils ramassent des papiers, des métaux et des bouteilles dont ils tirent un petit profit ; ils participent également aux activités « illégales » telles que les vols, les viols, les cambriolages. La classe d'âge « senior » représente le niveau le plus élevé dans la hiérarchie du gang ; ses membres ont été à l'« école » des deux niveaux inférieurs et ont une expérience de la rue d'environ 15 ans ; ils se chargent de réguler et d'entreprendre les activités les plus dangereuses, de concilier ou d'affronter une situation dans les moments de conflits (telle que les guerres avec d'autres

gangs) et de servir de médiateurs ou d'alliés auprès des *wananchis* (citoyens) ou des *askaris* (policiers et gardiens d'immeubles).

Dès que l'enfant arrive dans la rue, il rejoint un gang structuré autour de relations hiérarchisées, de codes de conduite et d'une loi interne que tous doivent suivre. Cette loi est imposée, en accord avec la hiérarchie, par le leader du gang ; celui-ci est le maître absolu du gang et de son territoire. Ainsi, le gang Serena compte un leader principal, âgé aujourd'hui de 33 ans, et trois sous-leaders chacun ayant la charge de l'un des groupes énoncés, définis par la classe d'âge. Le grand leader est consulté chaque jour et c'est avec lui que l'on détermine les « travaux » à faire durant la journée et les rues où l'on va travailler. C'est également lui qui décide de la façon dont les opérations doivent être exécutées et de la distribution des profits. La parole du grand leader est absolue de même que celle des leaders intermédiaires qui commandent aux membres des sous-groupes. Le leader a une position stable ; très souvent, celui-ci conserve sa fonction même quand il est arrêté par la police. Ainsi, quand il est libéré, il retrouve sa place.

La survie du gang est aussi déterminée par le contrôle d'un territoire. Les rues de Nairobi, principalement celles du centre-ville, des quartiers populaires et des bidonvilles ont été réparties, presque toujours par la force, entre tous ces habitants de la rue. Étant donné le nombre (2) des enfants de la rue, la prise de possession d'un territoire ne se fait pas, actuellement, de façon pacifique. Jusqu'à la fin des années 1980, les gangs pouvaient s'installer sans beaucoup de difficulté dans un secteur et ils pouvaient même déménager en cas de danger, car « *il y avait toujours de la place* ». C'est le cas du gang Serena qui, jusqu'en 1979, était installé dans la rue Kisaba mais, « *un jour, un homme a été assassiné, ailleurs, et son cadavre a été jeté sur notre territoire ; les gens du secteur et la police ont cru que nous étions les responsables ; comme la situation devenait très tendue et dangereuse, nous avons décidé de migrer après qu'ils aient démoli nos maisons. Nous avons choisi comme territoire ce lieu, parce qu'il était vide et parce qu'il est tout près de State House et de Kenyatta Avenue* ». Dans la logique du leader et des membres du gang, le fait d'être sur l'axe qui conduit à State House leur donne un sentiment de sécurité et le fait d'avoir comme territoire la principale avenue de Nairobi et de vivre près de l'hôtel Serena (très réputé et ayant une clientèle riche) leur donne les meilleures garanties de succès pour voler et mendier.

(2) Notre travail sur le terrain a été réalisé entre le mois de novembre 1995 et le mois de mai 1996 ; nous n'avons travaillé que sur certains secteurs de Mathare Valley, Eastleigh, Korogocho, Huruma State, Pangani et quelques rues du centre-ville. Nous

avons interviewé 103 leaders de gangs ; ces gangs regroupent un total de 2 391 enfants. Selon les estimations que nous avons faites sur le terrain, nous considérons qu'il y a au moins 100 000 enfants ou jeunes gens habitant dans les rues de Nairobi.

Le territoire de chaque gang est préservé de façon violente et la lutte pour le territoire provoque des guerres inter-gangs. Ces guerres se développent, principalement, quand un gang s'agrandit et n'a plus suffisamment de place pour héberger ses membres dans la rue où il se trouve. En conséquence, il faut envahir un autre territoire, de façon planifiée et surtout bien s'armer. Pour se battre, les membres de chaque gang utilisent des bâtons, des barres de fer, des canifs ou des couteaux ; la défaite est subie, normalement, par le gang le moins nombreux. Après que le vainqueur ait pris possession du territoire, le gang défait quitte le lieu ou rejoint le vainqueur. Ces guerres se soldent souvent par de nombreux blessés et même parfois par des morts.

Les membres du gang survivent aussi grâce à la sociabilité développée au sein de celui-ci. Un enfant n'est jamais laissé seul ; ils marchent toujours en petits groupes où l'un se charge de veiller sur l'autre. Ils développent également des relations sentimentales fortes ; nombreux sont les enfants, âgés de plus de 12 ans, qui ont une « épouse » ; ils la présentent comme telle, vivent ensemble et gardent leurs enfants avec eux ; leur relation est stable et le respect pour l'épouse ou l'époux d'autrui est aussi l'une des lois à respecter au sein du gang. Bien sûr, cette vie de couple n'est jamais consacrée par aucun mariage traditionnel, religieux ou civil. Ils estiment qu'ils ont leurs propres « lois », leurs propres codes de conduite et leurs propres modes de régulation sociojuridiques. Ils n'ont donc pas besoin des documents officiels ni pour survivre, ni pour garder la cohésion du « groupe-famille ».

Les relations hiérarchisées, le respect des leaders et la solidarité assurent au gang une cohérence et une stabilité grâce à laquelle leurs membres arrivent à survivre dans la rue, seul espace de vie et d'expression permis à ces enfants et à ces jeunes gens délaissés par la société et par leurs familles. On constate ainsi que la formation des gangs est la conséquence des procédures d'exclusion produites par l'État et la société civile, ce qui amène la formation d'une contre-société de la rue ayant comme fondement la violence. En fait, l'exclusion génère la violence et la contre-société se crée par la violence parce que c'est celle-ci qui l'organise.

Rapport État/société-contre-société

Il est difficile de survivre dans la rue en respectant strictement la voie de la légalité. On constate que 80 % des enfants qui y vivent travaillent le matin, dans le secteur informel, puisqu'ils ramassent des objets susceptibles d'être revendus et recyclés, mais ils n'ont aucune autre possibilité « honnête » de gagner leur vie. Afin d'assurer leur survie physique, économique et sociale, comme beaucoup

d'autres pauvres, ils sont obligés de passer de l'informel à l'illégal. Ces groupes s'intègrent donc au reste de la communauté, à travers des actions délictueuses et des actes de violence.

Le gang Serena travaille sur son territoire, Kenyatta Avenue essentiellement, mais se déplace également vers d'autres rues pour revendre ses profits. *« C'est bien de travailler sur Kenyatta Avenue parce que c'est là qu'on trouve le plus grand nombre de voitures garées et de passants qui ont de l'argent. »* Ainsi, le groupe des « children » se positionne sur Kenyatta Avenue jusqu'à ce que les voitures s'arrêtent aux feux rouges ; ils s'approchent ensuite de celles-ci et demandent de l'argent ou prennent quelque chose, en vitesse, à l'intérieur des voitures. Certains de ces enfants dérobent également aux passants leurs portefeuilles, leurs montres, leurs chaînes, leurs bracelets ou tout autre objet de valeur. *« Comme ils sont encore très jeunes et ne savent pas encore ouvrir les portes ou les fenêtres des voitures garées, ils doivent limiter leur travail à l'extérieur de celles-ci. »*

Les groupes « junior » et « senior » se livrent à des actions plus périlleuses que celles des « jeunes » ; ils s'occupent des voitures garées dont ils volent les phares, les radios, les pneus. Ils restent debout, calmement, dans un coin de la rue d'où ils surveillent l'arrivée des policiers, s'organisent entre eux avec de simples regards et observent les passants : *« A la façon dont les gens marchent on peut savoir s'ils sont du milieu rural ou étrangers à la ville ; selon la façon dont ils portent les sacs ou les paquets, on devine également s'il s'agit d'une chose qui vaut la peine d'être volée ou non ; nous regardons bien et, selon le cas, on décide si on l'attaque ou non. Dans ces cas, pour voler, on utilise un couteau pour pouvoir arracher les paquets ou les sacs. Quand nous sommes en action, nous faisons très attention afin que personne ne puisse réaliser ce qui se passe et, si jamais il y a quelqu'un qui nous a vus, ceux qui sont chargés de protéger celui qui travaille, commencent à crier "au secours, au secours" pour distraire les regards indiscrets »*. Il y a aussi ceux qui opèrent près des toilettes publiques, tout au long de Kenyatta Avenue ; ils ne dorment pas là mais il restent tout près de l'endroit car c'est là qu'ils poussent le passant, menacé par un couteau. Ils l'introduisent dans l'endroit et lui prennent tout ce qu'il a sur lui. *« Les garçons qui travaillent près des toilettes sont les plus courageux car ils doivent travailler durant la journée, quand il y a pas mal de monde dans la rue et quand ils peuvent se faire repérer plus facilement par la police. »* Ils montent aussi dans les bus et les *matatu* (3) pour vider les poches des gens, voler ce qu'ils peuvent, en vitesse, et puis, deux ou trois

(3) Ce sont de petits bus très colorés, où les gens voyagent, entassés, en subissant l'écoute de cassettes diffusées à plein volume.

rues plus loin, quitter le bus ; ceux qui réussissent à prendre le *matatu* ne quittent pas leur territoire et ils s'estiment en sécurité puisqu'il y a d'autres camarades qui courent derrière et les attendent à l'arrêt du bus.

Cependant, la majorité des vols dans la rue se réalisent pendant la nuit et « *la période la plus productive est la fin du mois quand presque tout le monde a de l'argent ; les wazungu (les Blancs) sont aussi très vulnérables car nous savons qu'ils ont tout le temps de l'argent* ». Les objets volés trouvent acheteurs sur place, sur Kenyatta Avenue, chez certains colporteurs, chez des ouvriers du secteur informel ou des vendeurs/vendeuses placés sur les trottoirs et même, dans certains petits magasins du coin : « *Nous avons des bons rapports avec les gens qui travaillent sur Kenyatta Avenue, nous leur vendons notre marchandise ; la stratégie est de passer à côté d'eux en échangeant un sourire et tandis que vous marchez normalement vous dites "maintenant"* » ; cela veut dire qu'on est prêt à faire un marché surtout s'il s'agit d'un objet cher comme les montres "Seiko 5" ; nous nous approchons et faisons l'affaire à toute vitesse ; nous ne faisons pas de crédit, la marchandise est payée tout de suite ». Le marché se fait aussi dans d'autres rues éloignées de Kenyatta Avenue : « *Si nous ne réussissons pas à vendre l'objet ici, nous allons, par exemple, à Ngara Market ou à Nyayo Market où nous pouvons faire le marché ; nous ne vendons pas cher ; ce qui nous intéresse c'est d'avoir de l'argent et vite* ». Après avoir vendu les objets, ces jeunes retournent sur leur territoire, toujours sur Kenyatta Avenue, pour continuer leur travail.

Il faut remarquer que les jeunes âgés de plus de 25 ans ne participent presque plus aux vols dans la rue car, « *pour pouvoir se sauver il faut courir très vite et nous sommes déjà trop vieux pour arriver à nous enfuir, on peut nous rattraper tout de suite ; nous sommes obligés de chercher d'autres alternatives pour survivre, nous faisons donc d'autres travaux* ».

Certains membres de ce groupe se déplacent aussi durant la nuit non pour voler mais pour violer : « *Dans cette ville, il y a beaucoup d'endroits ouverts, non éclairés, pas très fréquentés par les gens et cela rend facile la tâche de prendre une femme et, quand on a de la chance, de la violer ; cela, on peut le faire la nuit dans les petites rues parallèles de Kenyatta Avenue, ou ici, en face, à Uhuru Park* ». C'est à Uhuru Park que se passent le plus grand nombre des viols, à partir de 9 heures du soir, et parmi les femmes visées se trouvent les étudiantes de l'Université de Nairobi : « *La personne, homme ou femme, qui traverse Uhuru Park ou City Park durant la nuit, est vraiment en train de risquer sa vie* ».

Quand l'enfant a réalisé un vol et s'est fait remarquer, la foule se jette sur lui de façon spontanée. Il s'agit de la *mob justice*, mode d'exécution de la justice devenu très commun à Nairobi et qui fonc-

tionne de façon parallèle au droit moderne. Il suffit qu'un passant crie « au voleur » pour que les gens se jettent sur celui qui a été signalé sans même vérifier s'il est coupable ou non. Les enfants sont aussi pris, jetés par terre, battus à mort. Les différentes modalités de la justice expéditive montrent que, dans le centre-ville, la foule se limite à frapper l'enfant à coups de pieds et de bâton en le laissant par terre blessé ou mort, sous le regard indifférent ou satisfait des passants (4). Dans les bidonvilles, l'enfant est aussi battu, écrasé par ses aînés ou même pendu à un poteau et brûlé vif. Ses camarades ne peuvent rien faire, ils doivent se cacher car ils sont aussi visés par la foule ; quand la police arrive, elle constate qu'un anonyme est décédé de mort violente. Mais les enfants ne jouent pas seulement le rôle de victimes. Ils peuvent également participer à des exécutions comme spectateurs ; ils crient et courent aussi derrière le soi-disant « voleur », et parfois même ils collaborent à l'assassinat en ramassant le bois avec lequel on brûle le « bandit ». Toutes les exécutions se réalisent dans la rue, matin, midi et soir.

Les enfants sont aussi persécutés par la police, dans la rue, de façon non discriminée. Aujourd'hui, à Nairobi, il suffit de téléphoner à la « ligne rouge » de la police pour accuser quelqu'un ; la police arrive et sans enquête préalable peut tuer le « suspect ». Les enfants de la rue sont exécutés de cette façon-ci par la police principalement dans les bidonvilles (5) et dans les quartiers populaires. L'action de la police dans le centre-ville et sur Kenyatta Avenue se limite à battre l'enfant et à le laisser jeté par terre, ou à le battre et à le conduire ensuite au poste du centre-ville.

Par ailleurs, on constate que les chauffeurs et assistants des *matatu* entretiennent les plus mauvais rapports avec les enfants de la rue. Ainsi, quand les enfants prennent le *matatu* pour « travailler », ils risquent constamment d'être jetés à l'extérieur du véhicule en mouvement ; les enfants ainsi expulsés meurent écrasés par le bus ou par une voiture qui roule à côté (6). L'enfant tué reste là, sur le pavé, tandis que le *matatu* continue sa route. Les enfants ainsi tués sont toujours accusés, soit d'avoir volé quelque chose ou de n'avoir pas payé leur transport.

La rue n'est pas sûre. La police fait des rafles, principalement durant la nuit, dans les endroits où les jeunes dorment ; au cours des rafles, ils en arrêtent quelques-uns (pas tout le gang) ; le lea-

(4) Voir par exemple *The Daily Nation* du 3 avril 1996, Nairobi.

(5) C'est ce qui s'est passé le 2 mai 1996 quand deux garçons de la rue ont été assassinés, sur Juja Road, sans même que la nouvelle soit diffusée par les journaux.

(6) A.O., âgé de 22 ans, membre du gang

Serena (que nous avons interviewé au mois d'avril) a été tué de cette façon, le 1^{er} mai, après avoir pris un *matatu* et avoir été expulsé de celui-ci lorsqu'il roulait sur Waiyaki Way, Westlands. Voir *The East African Standard* du 3 mai 1996, Nairobi.

der du gang négocie alors la libération des enfants en payant directement les policiers et quand le gang n'arrive pas à rassembler tout de suite le montant demandé par les policiers, les enfants « arrêtés » sont conduits au poste de police où ils restent jusqu'à ce que les autorités décident de les relâcher ou de les conduire devant le tribunal. Tous les jours on arrête des enfants, tous âges confondus, sur Kenyatta Avenue même quand ils n'ont commis comme seule faute que d'être dans la rue. Les arrestations se font également à la suite d'actes délictueux : « *Nous devons survivre par n'importe quel moyen, cela fait que certains deviennent très dangereux ; c'est pour cela aussi qu'on nous arrête : par exemple, il y a ceux qui ont blessé, parfois à la figure, des passants ayant refusé de verser de l'argent ; il y a ceux qui menacent et agressent les autres avec des couteaux ; ceci, on le fait tous les jours sur Kenyatta Avenue* ». Quand l'enfant est conduit devant le tribunal, il peut être libéré après avoir subi un châtement corporel ou envoyé directement en prison sans que personne n'assume sa défense.

De nos jours, le triangle pauvreté-rue-violence se consolide, montrant que ni les enfants de la rue, ni les passants ne sont en sécurité. Les seules relations que les habitants de la rue entretiennent avec les « gens bien » consistent en des actes « illégaux » ou violents. On voit aussi que la rue produit une mortalité spécifique des enfants de la rue. D'après les résultats de notre étude, la mort de plus de 90 % des enfants de la rue s'est produite dans des endroits publics et de façon violente : assassinés par la justice expéditive ou par la police, morts après avoir été jetés des *matatu*, assassinés par leurs camarades de la rue ou par le leader du gang (châtement), etc.

Pourquoi crée-t-on une contre-société de la rue ?

Après cette sommaire description de la vie quotidienne du gang Serena, que nous avons choisi de présenter ici du fait de son caractère représentatif, nous ne pouvons pas nous empêcher, dans notre naïveté, de nous demander comment une société a pu accoucher d'un tel phénomène ? Au fil des années, la société civile urbaine, domestiquée, anesthésiée par un individualisme forcené, ne veut rien savoir de ce qui se passe en dehors de son propre espace de vie, trop occupée qu'elle est à veiller à sa survie quotidienne (et à son confort) que la crise économique du début des années 1990 menace encore. Face au problème des enfants de la rue, l'attitude la plus courante est de le nier. Devant l'ampleur du phénomène certains sont contraints de se rendre à l'évidence. Mais, le plus souvent, ils rendent les enfants eux-mêmes responsables de leur situation : « *Ils sont là parce qu'ils ne veulent pas aller à l'école* ».

Autre accusé, l'État : un État autoritaire qui, entré dans le jeu du multipartisme, s'emploie de plus en plus à montrer sa force, surtout à l'égard des miséreux qu'il considère comme une classe dangereuse et à l'égard desquels il applique les vieilles lois répressives héritées de l'époque coloniale, comme la loi contre le vagabondage (The Vagrancy Act). Un État hygiéniste qui rêve de se débarrasser de ces « damnés de la terre » et qui, depuis l'avant-dernier plan de développement, s'est déchargé de la « gestion » de ces populations sur les ONG, religieuses ou autres.

Si l'État veut être aveugle à l'égard de ces exclus, si la société civile (notamment les universitaires locaux) se voile la face, le sociologue, lui, ne peut pas faire l'économie de l'étude de ce phénomène.

Il s'agit en effet d'un phénomène important : ces gangs rassemblent des dizaines de milliers de jeunes. Ces groupes sociaux se sont dotés d'une organisation sociale, de normes relativement complexes. C'est une nouvelle catégorie sociale qui ne va pas disparaître dans un proche avenir et dont on doit tenir compte quand on décrit la stratification sociale contemporaine des villes africaines.

Deyssi Rodriguez-Torres

Université de Louvain